

Le Télégramme

Publié le 15 septembre 2020 à 17h00

La rentrée chargée de la commission santé



Les projets de la commission santé du conseil de développement du Pays Cob se veulent le reflet des attentes de la population du territoire. Jean-Pierre Hémon, son président, espère notamment la concrétisation du projet de Centre universitaire de soins dentaires à Carhaix en 2021. (JNP)

La concrétisation du projet de Centre universitaire de soins dentaires à Carhaix fait aujourd’hui partie des priorités de la commission de santé du Pays Cob. Tour d’horizon avec son président, Jean-Pierre Hémon.

Parmi les projets qui occupent la commission santé du conseil de développement figure notamment la concrétisation très attendue du projet de Centre universitaire de soins dentaires à Carhaix, évoqué depuis plusieurs années...

Si je devais définir un premier objectif du Contrat local de santé pour 2021, c’est celui-là, tant la demande est cruciale. Il y a plusieurs années, le doyen de la faculté d’odontologie de Brest est venu nous voir. La suppression du numerus clausus a permis d’augmenter le nombre d’étudiants et les terrains de stage sont venus à manquer. Les consultations programmées chez les dentistes locaux explosent et il y a plein de gens qui n’ont pas accès aux soins dentaires. Il y a du retard dans l’accès aux soins, mais il y a aussi du renoncement, ce qui représente un coût

sanitaire énorme. Ce Centre universitaire de soins dentaires, qui fait partie du Contrat local de santé, consisterait en quatre à six fauteuils dentaires occupés par des élèves de sixième année, placés sous la supervision d'un formateur. Les plans sont faits et le centre serait intégré aux locaux de l'hôpital, près des urgences et de la radiologie. La crise de la Covid a retardé les choses. On est maintenant dans l'attente d'une réponse. Les choses semblent aller dans la bonne voie. Il faut que l'ARS comprenne que ce projet est essentiel pour nous.

Parmi vos autres priorités, la mise en place d'un dispositif d'appui à la coordination (Dac)...

L'objectif d'un Dac est d'améliorer le parcours de soins des habitants du territoire, afin que le service rendu à une personne soit le plus complet possible. Il va regrouper des services qui existent déjà, comme la Maia (Méthode d'action intégration autonomie), les Clic (Centre local d'information et de coordination gérontologique), etc. Parmi les autres projets, il y a le renforcement de l'offre de soins de spécialité, qui est aujourd'hui trop faible. Il faut que l'hôpital de Carhaix demeure un objet d'attention et de vigilance de notre part. Nous souhaitons aussi que l'IRM devienne fixe, et non plus mobile. Car les deux jours de présence actuels ne suffisent pas. On continue par ailleurs notre travail d'accompagnement des collectivités locales sur les maisons de santé. Les jeunes médecins recherchent aujourd'hui l'exercice pluriprofessionnel et fuient l'exercice individuel.

La prévention demeure essentielle au sein des activités de la commission. Qu'en est-il par exemple du programme Spices-Kalon Yac'h, dont le but est de diminuer les risques des maladies cardiovasculaires ?

La reprise des ateliers de groupe sur le territoire et le suivi des volontaires engagés dans l'étude devraient reprendre le 24 septembre. Nous sommes ravis d'avoir réussi à impliquer énormément de citoyens. Si nous arrivons à faire la démonstration, au terme de cette étude de deux ans, que l'implication directe de la population permet de changer les choses, cela aura sans doute un retentissement régional ou national. Car c'est sur la modification du style de vie que se propose d'agir le programme Spices.

Un projet de soutien psychologique aux entrepreneurs est aussi en projet...

Des personnes sentinelles, aptes à détecter ces personnes en difficulté, vont ainsi être formées d'ici peu à ce rôle, sur notre territoire, par l'Apesa (Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë). Après signalement, ces personnes seront appelées au plus vite (en moins de deux heures) par un psychologue et cinq consultations seront mises en place. Nous aimerions qu'un dispositif semblable puisse aussi être mis en place au profit d'élus en difficulté.